A NNEE 1963 - 0 - N° 339/PR/MTPTPT

Décret réglementant l'orpaillage.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- VU la Loi n°60-36 du 26 Novembre 1960 portant Constitution de la République du Dahomey ;
- VU le Décret n°62/PR du 13 Février 1962 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- VU le Décret n°111/PR/Cab du 15 Avril 1961 fixant les attributions des Membres du Gouvernement ;
- VU le Décret n°60-327 du 21 Novembre 1960 portant organisation du service des mines et de la géologie et fixant ses attributions ;
- VU le Décret n°54-1110 du 13 Novembre 1954 portant réforme du régime des substances minérales dans les territoires d'Outre-Mer et les textes qui l'ont complété et modifié ;
- SUR le rapport du Ministre des Travaux Publics, Transports, Postes et Télécommunications et du Ministre du Commerce, de l'Economie et du Tourisme ;

Le Conseil des Ministres entendu,

D É C R É T E :

Article 1er - L'orpaillage est interdit à toute personne de nationalité étrangère.

Article 2 - Seules les personnes titulaires d'une carte d'orpaillage délivrée sur présentation d'une demande établissant leur identité par le Sous-Préfet de la circonscription dans laquelle se trouve la placer, sont autorisées à se livrer à l'extraction de l'or.

Il est donné récépissé de toute demande de carte d'orpaillage ; s'il n'est pas statué explicitement sur la demande par le Sous-Préfet dans un délai d'un mois à compter de son dépôt, la carte est censée être accordée et l'intéressé peut se livrer à l'orpaillage sur simple justification du récépissé du dépôt de sa demande. Tout refus de carte d'orpaillage doit être motivé.

Article 3 - La carte d'orpaillage est personnelle. Elle sera retirée s'il est constaté que son titulaire s'en est déssaisi au profit d'une tierce personne.

Article 4 - Les titulaires de la carte d'orpaillage sont tenus de livrer un minimum de 50 grammes d'or par an sous peine de retrait de la carte.

Article 5 - Des agents assermentés désignés par le Chef du service des Mines et de la Géologie remplissent le rôle d'agent collecteur. La collecte sera faite à intervalles aussi réguliers que possible compte tenu de l'activité des orpailleurs. L'or extrait ne peut être livré qu'à l'agent collecteur agissant pour le compte de l'Etat.

L'agent collecteur inscrit sur la carte d'orpaillage ou sur le récépissé en tenant lieu le poids et le prix de l'or ainsi que la date de la livraison. Ces mêmes indications sont reproduites sur un registre tenu par l'agent collecteur.

Article 6 - Le prix de l'or brut natif payé aux orpailleurs est fixé provisoirement à 180 francs CFA le gramme. Le prix de base correspond à de l'or propre exempt de sable noir ; il pourra être modifié par arrêté conjoint du Ministre des Travaux Publics, Transports, Postes et Télécommunications et du Ministre du Commerce, de l'Economie et du Tourisme.

Article 7 - Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas sur les périmètres des permis de recherche, d'exploitation ou de concessions minières.

Article 8 - Toute contravention aux dispositions du présent décret entraînera la confiscation de l'or litigieux.

Article 9 - Un arrêté conjoint du Ministre des Travaux Publics, Transports, Postes et Télécommunications et du Ministre du Commerce, de l'Economie et du Tourisme fixera les modalités d'application du présent décret.

Article 10 - Le Ministre des Travaux Publics, Transports, Postes et Télécommunications et le Ministre du Commerce, de l'Economie et du Tourisme sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République du Dahomey.

PORTO-NOVO, le 19 JUILLET 1963.

H. MAGA

Par le Président de la République,
Le Ministre des Travaux Publics,
Transports, Postes et Télécommunications,

V. GBAGUIDI

Le Ministre du Commerce, de
l'Economie et du Tourisme,

P. DARBOUX

AMPLIATIONS :

PR	15
AND	2
Ministres	13
Cour Suprême	2
MPPTPT & services ..	20
MCET	10
SGG	4
JORD	1